

Corruption électorale et financement illicite des partis politiques



Lutte contre les fausses informations

La CODEL renforce les capacités
d'acteurs clés.



Programme gouvernance de DIAKONIA

Plus de 3 milliards de FCFA pour
renforcer les capacités des OSC

CONFORTONS NOTRE VOLONTÉ DE RENOUER AVEC L'ETAT DE DROIT EN 2024

C'est n'est ni une lubie ni un caprice à plus forte raison une ritournelle sans fondement que de mettre l'accent sur l'impérieuse nécessité de renouer avec l'état de droit depuis la rupture inacceptable intervenue dans notre pays le 24 janvier 2022.



L'état de la situation du Burkina Faso aujourd'hui implique de tous les citoyens de toutes ses institutions, de tous nos partenaires, un sursaut pour accompagner les actuelles autorités vers le rétablissement de l'Etat de droit démocratique. La fin de l'année 2022 a connu la reprise de la ville de Solenzo d'entre les mains des terroristes. La remontée du drapeau national, le frémissement au niveau de nos FDS, l'appel réussi des volontaires pour la défense de la patrie auprès des FDS sont autant de signes qui doivent être soutenus par notre peuple pour recouvrer les pans entiers du territoire occupés par les Hommes Armés Non Identifiés et autoriser l'espoir du retour des déplacés internes sur leur territoire d'origine.

C'est le lieu pour nous de placer nos espoirs en ce qui reste de la république et en ceux qui l'encadrent d'avoir l'audace de fonctionner normalement. La sortie des états d'exception après les journées historiques des 30 et 31 octobre 2014, la transition vécue, la volonté farouche du peuple Burkinabè qui a soutenu l'échec de la tentative de

coup d'Etat du Général DIENDERE en septembre 2015, l'installation salubre de régimes démocratiquement construits avec l'engagement de tous les acteurs rivets du Burkina Faso en 2015 et en 2020 et acceptés par tous, doivent nous revenir à l'esprit et démontrer et montrer que même un Etat bancal démocratiquement mis en place vaut mieux qu'un Etat d'exception.

La CODEL, forte de ce constat se prépare ; à rééditer ses missions réussies dans l'observation domestique des scrutins qui ont été organisés en 2015, 2016 et 2020. Il ne faut pas voir ici une provocation. Cela procède de la volonté de notre peuple de bâtir une société démocratique avec l'apport de tous les fils conduite par des responsables librement désignés consciemment de leur tâches d'œuvrer réellement à l'épanouissement de nos populations dans un cadre d'Etat-nation ou la mauvaise gouvernance, les conflits communautaires, l'impunité, la corruption sont relégués aux oubliettes.

Qu'avons-nous fait et que faisons-nous?

Nos organisations dans différents domaines et avec différentes activités sont sur la brèche. Nous renforçons nos capacités pour mieux comprendre le mécanisme de fonctionnement de nos sociétés. Nous travaillons à encourager les acteurs gouvernementaux à pratiquer l'imputabilité et les animateurs de nos communes et délégations à pratiquer la redevabilité de façon constante, à emmener les femmes, les jeunes, la population dans toutes ses composantes à s'impliquer dans la gestion du pays, nos juges à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire susceptible de leur permettre de remplir hardiment et sans complexe leur mission, nos communautés à toujours

habiter leur allant à vivre ensemble de comportements qui favorisent l'éveil constant et le bon comportement pour éviter qu'on tue l'espoir démocratique afin que le Burkina retrouve sa place de façon entière et digne dans le concert des nations civilisées.

La CODEL vous souhaite une très bonne et heureuse année 2023 et se veut consciente que le meilleur est au bout de tout cela.

Bonne et heureuse année.

LE PRESIDENT DE LA CODEL
Maître Halidou OUEDRAOGO
Avocat à la Cour

CODEL-Info
Bulletin d'information de la Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections

Directeur de publication
Me Halidou OUEDRAOGO

Redacteur en chef
Aimé M. KAMBIRE

Ont collaboré
Django Ladji MASSE
Souleymane OUEDRAOGO
Daniel DA HIEN
Rasmatta KOUDOUGOU

Réformes électorales au Burkina Faso

La CODEL organise un atelier de capitalisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet « Veille et monitoring citoyen pour une bonne gouvernance électorale au Burkina Faso » financé par NDI, la Convention des Organisations de la Société civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL) a organisé une rencontre de capitalisation sur les recommandations électorales issues des élections passées. Cette activité avait pour objectif de faciliter un cadre de discussion entre les différentes organisations travaillant sur les questions électorales autour des recommandations des élections de 2015 - 2016 - 2020.



Photo de famille à l'issue de la rencontre

Le 02 Aout 2022, c'est près de 50 personnes qui se sont réunis à Ouagadougou précisément au Centre Nationale de Presse Norbert Zongo pour prendre part à l'atelier organisé par la CODEL sur la question des recommandations électorales. Les participants étaient issus essentiellement des organisations membres, des partenaires de la CODEL et d'autres OSC, notamment la CENI, le MATD, le CIFOEB, le RENLAC, le MBDHP, la commission de l'Assemblée nationale de transition (ALT) en charge des réformes, les partis politiques et le NDI.

De la cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidé par M. Daniel DAH HIEN, vice-président de la CODEL représentant le président Me Halidou OUEDRAOGO. Dans son intervention, M. DA a tenu à rappeler le rôle remarquable qu'a joué la convention lors des élections historiques de 2015, ensuite celles de 2016 et récemment en 2020. Il continue son mot en insistant sur le

fait que « après les élections ; tout n'est pas fini ». C'est donc dans cette logique que de 2018 à 2021, la CODEL s'est investie dans la veille citoyenne notamment à travers le programme présimètre, le suivi-médiation et l'organisation des dialogues sociaux dans les communes ayant connu des difficultés post électorales à partir de 2016. La CODEL était en préparation de la surveillance des élections municipales quand l'opération a été interrompue par le coup d'Etat le 24 Janvier 2022. Résiliente, la CODEL a continuer ses actions afin d'apporter sa contribution à la bonne tenue de la transition au Burkina Faso. Le partenariat avec le NDI à travers le projet « Veille et monitoring citoyen pour une bonne gouvernance électorale au Burkina Faso » est donc une belle opportunité pour faire des propositions pertinentes afin d'améliorer nos processus électoraux futures.

Pour terminer ses propos, le vice-président a remercié les participants pour la mobilisation et les responsables du NDI avant de décliner les objectifs de la ren-

contre, suivi de la conduite des travaux.

Recommandations et réformes

C'est sous le thème « Recommandations issues des élections de 2015 à 2020 et réformes inscrites à l'agenda de la Transition » que M. Joachim BAGAGNAN, Expert Electoral et Consultant de NDI a fait sa présentation.

Selon le communicateur, de 2015 à nos jours, les OSC et les organisations internationales qui ont suivi les différents scrutins ont chaque fois fait des recommandations en vue d'améliorer les futures élections. Globalement, une centaine de recommandations a été recensée. Après la présentation de ces recommandations, M. BAGAGNAN a porter à la connaissance des participants l'idée des réformes envisagées dans le 3e objectif stratégique de la Transition intitulé « Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance » qui s'articulent autour des points suivants :

- la révision du code électoral ;
- la révision/refonte du fichier électoral

Vie de la CODEL

- les conditions de création et de fonctionnement des partis politiques ;
- le financement des activités des partis politiques et des campagnes électorales ;
- la réforme des collectivités territoriales
- l'accélération du processus de redécoupage administratif.

Pour terminer sa présentation, l'expert a demandé aux participants-es de faire la synthèse entre les recommandations et les axes prévus par la Transition et d'identifier les points non-inscrits à l'agenda de la Transition afin que des actions soient menées en vue de les intégrer au train des réformes à venir.

Après les échanges, les participants-es ont mené des réflexions à travers des travaux de groupes, sous la modération du vice-président M. DA HIEN.

Travaux de groupes et recommandations phares

D'une manière générale, les participants ont trouvé que la centaine de recommandations recensées est pertinente, cependant ils/elles jugent nécessaires de proposer une dizaine

de recommandations dans le but de conduire des plaidoyers durant la période du projet
Les dix recommandations pertinentes retenues sont :

1-Adopter le suffrage universel direct comme mode de désignation des présidents de collectivités territoriales (Maires, PCR) ;

2-Utiliser la CNIB comme document unique de vote ;

3-Réviser la loi électorale afin d'exiger le quota de 30% de l'un ou l'autre sexe au résultat, dédier la liste nationale aux femmes (7), jeunes, (5) personnes vivant avec un handicap (4) ;

4-Réviser la loi électorale pour prévoir le vote par anticipation pour les FDS ;

5-Exiger une attestation de situation fiscale pour toute candidature aux élections présidentielle et législatives ;

6-Relire la loi sur le financement des partis politique et la campagne électorale ;

7-Constitutionnaliser la CENI ;

8-Réviser le système électoral en vigueur pour tenir compte de l'insécurité et de l'évolution démographique de la population ;

9-Faire le bilan du vote de la diaspora avec les acteurs concernés et en tirer les conséquences ;

10-Adopter et clarifier la transmission manuelle et électronique des résultats des élections

Séance tenante, un groupe de réflexion piloté par le vice-président a été mis en place et se chargera de conduire les actions de plaidoyer pour la prise en compte des recommandations.

La rencontre a connu son épilogue avec les remerciements et ses félicitations du modérateur qui a salué l'assiduité des participants, chose qui a permis l'atteinte des résultats escomptés de la rencontre avant de les exhorter à maintenir cette dynamique pour la consolidation de la démocratie et la bonne gouvernance au Burkina Faso.



Vue des participants lors des travaux de groupes

Lutte contre les fausses informations

La CODEL renforce les capacités d'acteurs clés.

A travers deux sessions de formations qu'elle a organisées à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou, la Convention des Organisations de la société civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL) a renforcé les capacités d'une trentaine de personnes sur les techniques de vérification des faits. Ces formations qui ont concerné essentiellement des journalistes, blogueurs, web activistes, et influenceurs avaient pour objectif de les outiller afin qu'ils participent à la déconstruction des fausses informations pendant la période de transition au Burkina Faso.

1ère session de formation :

C'est une dizaine de fact-checkers maison qui a été recyclé sur les techniques de vérification des informations dans ce contexte de transition politique au Burkina Faso les 21 et 22 octobre 2022 au siège de la CODEL. Assurée par l'équipe de fasocheck, cette formation avait pour objectif de renforcer les capacités des fact-checkers, maillon essentiel du dispositif de fact-checking de la CODEL sur les techniques de vérification des faits.

Ce recyclage permettra à l'équipe de mieux assurer une veille informationnelle à travers un suivi régulier des informations aussi bien sur les médias traditionnels que sur les médias sociaux, de débusquer les sujets importants, les traiter afin de donner la bonne information aux populations.

2ème session de formation :

Du 23 au 24 novembre 2022, vingt personnes constituées essentiellement de blogueurs, web activistes et d'influenceurs se sont réunies dans la salle de conférence de l'hôtel Tanoudja à Bobo-Dioulasso pour prendre part à une formation sur les fake news et les techniques de vérification des faits. Organisée par la CODEL et intitulée « Formation au profit de blogueurs et jeunes influenceurs sur leur rôle dans l'assainissement du flux informationnel pendant la période de la transition », la formation a été assurée par M. Moussa SAWADOGO Expert Média (Journalisme, Communication, Education aux Médias et à l'Information).

Elle avait pour objectif de renforcer les capacités des blogueurs, web activistes et jeunes influenceurs sur les techniques

de vérification des faits afin qu'ils contribuent efficacement à la déconstruction des fausses informations pendant la transition.

A la suite de ces formations, précisément le 29 décembre 2022, un meet-up sur la question des fake news a été organisé à Ouagadougou avec une vingtaine de blogueurs : Cette rencontre a été réalisée en collaboration avec l'ABB, sur la thématique « **les dangers de la manipulation de l'information pendant la Transition** ». L'activité ayant été tenue en présentiel et en ligne, vous pouvez la retrouver en en suivant le lien suivant : <https://www.facebook.com/Blogueurs-Burkina>



Photo de famille à l'issue de la formation

Vie de la CODEL

Corruption électorale et financement illicite des partis politiques La CODEL pose le débat

Le 26 septembre 2022 la ville de Ouagadougou a abrité un forum sous le thème « forum national sur la corruption électorale et le financement illicite des partis politiques ». Organisé par la Convention des Organisations de la Société civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL), cette rencontre qui a réuni une cinquantaine de personnes avait pour objectif de favoriser des échanges entre les différentes parties prenantes sur la corruption électorale et le financement illicite des partis politiques au Burkina Faso, afin de favoriser des élections plus crédibles et transparentes.



Présidium lors de l'ouverture du forum

Issus des organisations de la société civile, des ministères, des institutions..., les participants au forum réunis dans l'amphithéâtre du centre cardinal Paul ZOUNGRANA dans la matinée du Mardi 26 septembre 2022 sont venus de plusieurs régions différentes du Burkina Faso.

Dans leur mot d'introduction, les responsables de la CODEL et du NDI ont mis l'accent sur la problématique de la corruption électorale et le financement illicite des partis politiques au Burkina Faso.

Dans son allocution, Monsieur Kevin ADOMAYAKPOR, Directeur Résident de NDI, a adressé ses remerciements aux participants. Il a rappelé que ce forum est organisé dans le cadre du

projet « Veille et monitoring citoyen pour une bonne gouvernance électorale au Burkina Faso » grâce à un appui financier de l'USAID et un soutien technique de NDI dans le cadre du Programme CEPPS. Abordant la situation nationale, il a déploré le fait que depuis plusieurs années, une crise sécuritaire et humanitaire sur laquelle s'est superposée depuis janvier 2022 une crise politique et institutionnelle après le coup d'Etat dans notre pays. Selon lui, les recommandations issues des échanges vont aider à faire évoluer le cadre juridique, institutionnel et opérationnel des élections.

Pour son mot d'ouverture, Me Hali-dou, président de la CODEL a également montré sa satisfaction quant à la mobilisation des personnes présentes

au forum. Selon lui, la CODEL doit s'interroger sérieusement sur la panne démocratique survenue dans le fonctionnement du processus enclenché jusqu'à cette date du 24 janvier 2022 et qui a ramené le bref parcours démocratique en arrière. Pour renforcer donc notre démocratie, Maitre estime que toutes les parties prenantes devraient prendre conscience qu'il faut bannir et combattre la pratique de la corruption dans toutes ses formes ; et c'est dans cette dynamique que la CODEL a choisi de mettre l'accent sur ce cancer afin que les prochaines élections soient transparentes, honnêtes et acceptées par tous. Pour clore ses propos, il a appelé les différents acteurs à contribuer à enrayer cette pratique néfaste.



Vue de la salle lors de la présentation du RENLAC

Quant aux conséquences, Monsieur SINON a énuméré entre autres les crises post-électorales ; l'illégitimité des dirigeants ; l'instabilité politique ; la mauvaise gouvernance ; la faible confiance au système électoral comme moyen de changement ; Etc.

Des recommandations phares de la rencontre

Les principales recommandations à l'issue de la rencontre sont entre autres :

- Renforcer l'observation de la corruption électorale ;
- Mettre en place un dispositif pour poursuivre et réprimer la corruption électorale avec promptitude dans toutes les juridictions ;
- Déployer une police des élections au moment de la précampagne et des campagnes électorales pour constater les cas de corruption électorale ;
- Procéder à une meilleure définition des faits et actes de corruption en précisant les éléments constitutifs ;
- Renforcer le quantum des peines en les situant entre 5 et 10 ans ;
- Juger par une procédure dérogatoire les faits et actes de corruption ;
- Former les magistrats et OPJ sur la corruption électorale ;
- Mener de grandes campagnes de sensibilisation sur la répression de la corruption électorale ;
- Dépolitiser l'administration ;
- Plafonner les dépenses des campagnes électorales ;
- Veiller à la transparence de la gestion des financements des partis politiques et des campagnes électorales ;
- Renforcer les capacités des femmes et susciter leur participation aux élections ;
- Traduire les textes et lois en langues nationales ;
- Limiter le nombre de partis politiques.

Des communications

La corruption électorale et le financement illicite des partis politiques : un frein pour un processus démocratique transparent et crédible au Burkina Faso est le panel animé par le vice-président de la CODEL. Selon lui, la corruption électorale est définie comme une « manipulation illégitime des préférences des électeurs » ; elle est donc l'ensemble des manœuvres utilisées pendant les périodes électorales pour fausser les résultats des élections. De sa présentation, il ressort que la corruption électorale se manifeste à des niveaux variés, en amont, pendant et en aval du scrutin. Parmi les pratiques électorales corrompues, Monsieur DA a cité le fait de soudoyer des électeurs, de rassembler des fonds de campagne électorale en faisant des promesses d'avantages illégaux (tels que des contrats gouvernementaux favorables) en compensation de contributions reçues, d'acheter des candidats rivaux afin qu'ils se désistent...

Abordant la thématique sur le financement illicite des partis politiques, le communicateur relèvera que la seule source de financement des partis politiques connue et maîtrisée de nos jours était la subvention publique accordée par l'État. À l'inverse, les subventions privées des partis politiques ne sont pas encore suffisamment encadrées par le législateur. C'est pour

quoi il plaide sur l'urgence à mettre en place un mécanisme de contrôle pour s'assurer de la transparence des fonds privés injectés dans les campagnes électorales.

M. SINON Harouna du REN-LAC a quant à lui animé le panel sur : Diagnostic de la pratique de la corruption lors des élections au Burkina (causes, effets, analyse des mécanismes ou dispositifs de lutte contre la corruption électorale au niveau institutionnel et social). D'emblée, le Communicateur a fait remarquer que jadis réputé pour son intégrité, la droiture morale et la modestie de ses Hommes, le Burkina Faso connaît aujourd'hui un développement de la corruption qui tend à être banalisé, une inversion des valeurs. L'insuffisance du dispositif de détection et de répression de la corruption électorale ; la pauvreté ; la recherche du gain facile ; l'analphabétisme sont entre autres des causes de la corruption évoquées par le communicateur. Il précise qu'un sondage réalisé par sa structure donne la typologie des pratiques de corruption élections présidentielle et législative de 2020 comme suit : la distribution d'argent : 43% ; la distribution de carburant : 16% ; la distribution de tee-shirt avec ou sans effigie du parti : 14% ; don en nature (moto, vivres, etc.) : 14% ; l'utilisation des biens de l'État à des fins de campagne électorale : 5% ; Autres : 8%.

Vie des Organisations

WANEP-Burkina Faso

Le Réseau Ouest-africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) est une Organisation régionale d'avant-garde de la société civile, opérationnelle dans l'édification de la paix ; fondé en 1996 et officiellement lancé en 1998 en réponse aux guerres civiles et aux situations instables ainsi qu'aux crises humanitaires qui tourmentaient l'Afrique de l'Ouest au cours des années 1990. Au Burkina Faso il a été créé le 19 avril 2003 par une dizaine d'organisations de la société burkinabé (AB3P, ACAT, COAFEB, FBACU, FEME, GERDDES, TOCSIN, OCADES, ODE, RECONFORT). WANEP a réussi à établir des réseaux nationaux solides dans chaque État - membre de la CEDEAO avec plus de 750 organisations-membres œuvrant dans le domaine de la paix et de la sécurité à travers l'Afrique de l'Ouest. WANEP jouit d'une grande crédibilité et d'une grande reconnaissance tant en Afrique de l'Ouest que sur le plan international en raison de son travail remarquable dans les domaines de l'Édification de la Paix et de la prévention des conflits dans la sous-région de la CEDEAO. WANEP est un acteur majeur dans les efforts d'édification de la paix sur le plan mondial.



Photo de famille

VISION : Un Burkina Faso caractérisé par des communautés justes et paisibles, où la dignité de la personne humaine est primordiale et où les populations peuvent satisfaire leurs besoins humains fondamentaux et choisir librement leurs propres destinées".

MISSION : Permettre et favoriser en Afrique de l'Ouest, le développement de mécanismes de coopération entre les praticiens de l'édification de la paix au sein de la Société Civile et les organisations en favorisant avec les acteurs étatiques, des réponses collectives pour combattre les causes profondes des conflits violents ; en fournissant la structure à travers laquelle ces praticiens et institutions pourront régulièrement échanger leurs expériences et des informations sur les questions et l'influence des politiques relatives à l'édification de la paix, à la transformation des conflits; et en promouvant les valeurs culturelles et sociales de l'Afrique de l'Ouest comme ressources pour l'édification de la paix.

LES VALEURS DE WANEP-BURKINA

WANEP-Burkina ne déroge pas aux valeurs qui guident WANEP comme réseau ouest africain d'édification de la paix. Et comme tel, WANEP est guidé par les valeurs, les principes et la philosophie suivants dans ses opérations :

- Croyance au respect mutuel ;
- Transparence et nécessité de rendre compte de ses actes ;
- Égalité entre les sexes et tolérance zéro à la discrimination (de sexe, de tribu/d'appartenance ethnique, de race, de statut de VIH-SIDA, etc.) ;
- Travail d'équipe et dévouement au travail ;
- Tolérance et respect de la diversité ;
- Justice pour tous ;
- Production de qualité ;
- Collaboration et consultation.

Nos domaines d'intervention

Nos programmes :

Le programme d'Alerte Précoce et de Réponse (WARN) est un programme phare de WANEP institué en 2000 dans le but de fournir des informations

relatives à l'alerte précoce et de concevoir des réponses opportunes en vue de prévenir le déclenchement ou d'atténuer l'escalade du conflit. Le Système National d'Alerte Précoce (NEWS) est l'outil le plus viable en matière de prévention des conflits Violents et oriente généralement la conception et les interventions des programmes de WANEP. Il cherche à renforcer la sécurité humaine dans la région en surveillant et en rendant compte des situations sociopolitiques susceptibles de dégénérer en conflits violents.

Ce programme a créé un cadre de rencontre prenant en compte une cinquantaine de structures œuvrant dans la consolidation de la paix en 2022. Cette rencontre avait pour but de partager les expériences sur la contribution de l'alerte précoce à la paix, à la stabilité et à la résilience démocratique durant la transition politique au Burkina Faso. A l'issue de cette rencontre, les participants, ont bénéficié d'une formation pour plus de résilience démocratique de la part des experts de lutte contre l'extrémisme violent, venus d'ailleurs.

Vie des Organisations

Programme d'éducation à la non-violence et à la paix /Non-Violence And Peace Education (NAPE) appelé Jeunesse, paix et sécurité : Fort de la conviction que la population jeune détient la clef de la stabilité future de l'Afrique de l'Ouest, WANEP a été introduit dans les programmes de WANEP-Burkina en 2002 afin de répondre à l'implication des enfants et des jeunes dans les conflits violents de la région. Ce programme s'efforce à promouvoir une culture de non-violence et de responsabilité. Il vise à promouvoir la culture de la non-violence comme une plate-forme pour parvenir à une paix durable dans la région. Il se focalise précisément sur les enfants et la jeunesse dans les écoles et dans le secteur informel.

Programme FEMME PAIX ET SECURITE (WPS) : WANEP s'attache à promouvoir l'édification de la paix sensible au genre et à renforcer les capacités des femmes en matière de promotion de la paix et de la sécurité humaine dans la région, par le biais du programme " Réseau Femmes dans l'édification de la Paix (WIPNET) : Il s'agit d'une plate-forme destinée à soutenir les femmes et à renforcer leurs capacités dans la promotion de la paix et de la sécurité humaine dans la sous-région en utilisant comme guides de référence, les instruments internationaux dont la Résolution UNSCR 1325, les instruments de l'Union Africaine pour l'intégration du genre et le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC). Le programme WIPNET a vu le jour en 2001 à cause de la victimisation des femmes dans les guerres civiles des années 90 et leur marginalisation dans les processus de paix.

Le programme de collaboration de la société civile et de gouvernance démocratique (CSDG) fournit une plate-

forme qui permet de collaborer avec divers acteurs majeurs dans la promotion de transitions démocratiques pacifiques et d'entrer en partenariat avec d'autres organisations de la société civile en vue de suivre et d'atténuer les conflits liés aux élections, de promouvoir le dialogue afin de parvenir à des élections paisibles.

La Réponse aux Conflits par le Dialogue et la Médiation facilite la participation de WANEP à la recherche d'un règlement pacifique aux crises, en particulier au moment où elles prennent naissance ; elle favorise le dialogue au sein des communautés et entre les communautés, renforce et sollicite les capacités des communautés et autres entités gouvernementales compétentes. En effet WANEP entreprend une intervention spéciale en ce qui concerne le dialogue et la médiation dans le but de promouvoir le dialogue intercommunautaire, intracommunautaire et la coexistence pacifique, ainsi que de renforcer les capacités de médiation des communautés et des autres organes gouvernementaux et intergouvernementaux concernés. Cette intervention contribue à transformer la crise dès son stade précoce avant qu'elle ne dégénère en violence.

Infrastructure pour la paix (I4P) : WANEP conduit un ardent plaidoyer pour les architectures nationales de paix en tant que mécanisme national et décentralisé permettant de faire face aux conflits et d'atténuer leurs effets sur les civils.

Gestion électorale : WANEP collabore avec diverses parties prenantes pour promouvoir des transitions démocratiques pacifiques ; s'associe à d'autres organisations de la société civile pour surveiller et atténuer les conflits liés

aux élections et contribue à promouvoir le dialogue en vue de la tenue d'élections pacifiques. La stratégie de WANEP en matière d'appui à la gestion électorale implique l'élaboration de mécanismes de collaboration pour surveiller, analyser et signaler les cas de violence électorale ainsi que pour y faire face, dans le cadre du projet de suivi, d'analyse et d'atténuation des élections

Conception, suivi et évaluation de programmes d'édification de la paix : Grâce à cette plate-forme, WANEP élabore et met en œuvre des programmes, des projets et des interventions efficaces pour la d'édification de la paix qui reflètent les expériences de recherche, de suivi et d'évaluation des organisations.

Lutte contre l'extrémisme violent (CVE): WANEP dispose d'un mécanisme de suivi et d'analyse axé sur la lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux continental et régional. Ce mécanisme soutient également les interventions conçues par WANEP en ce qui concerne les programmes "Paix et Sécurité" de la jeunesse et des femmes.

Médias, paix et sécurité : L'Afrique de l'Ouest reste l'une des régions les plus instables du continent avec une recrudescence de l'insurrection et du terrorisme transfrontalier qui élargit la portée des conflits dans la région. Face à un large éventail de conflits sociaux, politiques et économiques, les médias sont devenus une influence déterminante dans l'édification de la paix et constituent une ressource humaine majeure pouvant contribuer à la prévention et à la modération de la violence. WANEP souligne qu'un effort global en faveur de la paix doit prendre en compte les médias en tant que partenaire actif et positif et travailler donc en collaboration avec les médias pour assurer des reportages sensibles aux conflits dans la promotion de la paix et de la stabilité.

WAPI cherche à accroître la base des connaissances et à renforcer l'expertise et les aptitudes des individus, des organisations et des entreprises dans le secteur de la prévention des conflits et de l'édification de la paix. Il vise également à augmenter le nombre de praticiens compétents et actifs dans l'édifications de la paix en Afrique de l'Ouest.



Vue de la salle lors de la rencontre

Vie des Partenaires

Programme gouvernance de Diakonia Plus de 3 milliards de FCFA pour renforcer les capacités des OSC

L'Organisation non gouvernementale, Diakonia a procédé au lancement des activités de son programme dénommé Gouvernance inclusive/citoyenneté active et responsable et qui se tiendra de 2022 à 2026. Durant ces quatre années, l'ONG travaillera au renforcement des capacités des Organisations de la société civile (OSC) du Burkina et ce, afin de contribuer à la consolidation des aptitudes des structures porteuses de projets et à la pérennisation des actions de la société civile en générale.



Photo de famille à l'issue du lancement

Après le programme Présimè-
tre déroulé de 2017 à
2021 qui a permis une
amélioration des connaissances
des populations et de certains
groupes sociaux sur leurs droits
dans l'État, Diakonia lance le pro-
gramme "Gouvernance
inclusive/citoyenneté active et res-
ponsable" qui tiendra sur quatre
ans, soit de 2022-2026. Cette fois-
ci, l'ONG a dans son viseur les
OSC, leviers importants dans la
construction d'un État démocra-
tique solide.

En effet, la situation politique du
pays laisse à désirer et nul n'est
besoin de rappeler que la démoc-
ratie a sérieusement pris un coup,
surtout avec les deux coups d'État
perpétrés en l'espace de huit
mois. Par ailleurs, les mouvements
de masse de ces récents événe-
ments suscitent quelques inquié-
tudes, quand on sait qu'elles ont
quelques fois été émaillées de vio-
lence, avec la contribution, à tort
ou à raison, de certaines OSC.

Ainsi, « l'objectif du programme
est de contribuer à l'ancrage de la

culture démocratique, au renfor-
cement des institutions républicaines
fortes et à une gouvernance plus
juste, équitable et pacifique au
profit des femmes et des hommes
du Burkina Faso », nous fait savoir
Nadine Bonkoungou/Koné, direc-
teur-pays de Diakonia.

Le programme sera articulé autour
de trois axes. D'abord, il sera
question de repenser la démocra-
tie au Burkina Faso en initiant une
réflexion participative sur le
concept et la pratique de la démoc-
ratie. Ensuite, d'accompagner la
société civile à jouer pleinement
son rôle de contre-pouvoir. Afin,
de promouvoir une citoyenneté res-
ponsable et active pour des ci-
toyens informés, formés et éveillés,
qui participent pleinement aux dif-
férents processus politiques et de
développement.

On constate par-là que « les objec-
tifs sont connus, les résultats à at-
teindre aussi. Mais de façon
spécifique, les activités qui meu-
bleront ce programme ne sont pas
prédéfinies. Nous travaillerons de
concert avec les partenaires pour

voir les activités les plus perti-
nentes qui nous permettront d'ob-
tenir des résultats en fonction du
contexte » a rappelé Nadine Bon-
koungou/Koné.

Ce programme a pu voir le jour
grâce à la coopération suédoise,
dont la contribution à l'établisse-
ment de l'initiative s'élève à 50
millions SEK, soit plus de trois mil-
liards de FCFA. Pour Tom Jinert-
Baret, deuxième secrétaire, chargé
des droits humains démocratie,
genre et paix à l'ambassade de
Suède, l'idée de ce projet est salu-
taire et s'inscrit en étroite ligne
avec les activités de l'ambassade.
Ainsi dira-t-il à ce propos : « l'ap-
proche de Diakonia à l'endroit de
la société civile locale permet d'at-
teindre des objectifs durables et
c'est cela le plus important. Nous
contribuons à travers un appui fi-
nancier et technique, à travers le
renforcement des capacités, pour
une société démocratique bien
épanouie ».

En rappel, Diakonia est une ONG
internationale d'origine suédoise
fondée en 1966. Elle est présente
au Mali, au Sénégal, en Répu-
blique Démocratique du Congo,
au Ghana et au Burkina Faso. Sa
mission est de travailler pour un
monde juste, où tout le monde vit
dignement dans la paix et la sécu-
rité humaine.

Erwan Compaoré
Lefaso.net

Réformes électorales au Burkina Faso

La CODEL identifie six thématiques prioritaires

Lors d'une conférence de presse animée le mardi 22 novembre 2022 sis à son siège à Ouagadougou, La Convention des organisations de la société civile pour l'observation domestique des élections (CODEL) a dévoilé aux hommes et femmes des médias de notre pays six thématiques de plaidoyer en vue des élections de 2024.



Vue de la rencontre avec les hommes et les femmes des médias

SAWADOGO, membre du groupe de réflexion sur les réformes électorales.

- Le financement des partis politiques et de la campagne électorale : La CODEL pense qu'il faut améliorer la législation en matière de financement public et privé de la vie politique et légiférer sur le financement de la vie politique. Elle est favorable à une réforme du cadre juridique des partis et formations politiques dans le sens d'une réduction du nombre de partis politiques. « On peut limiter les partis politiques », a tranché Me Halidou OUEDRAOGO, président de la CODEL. Il poursuivra en disant qu'« un parti politique qui n'a pas de siège... n'est pas un parti politique ».

- Les candidatures indépendantes : Selon Daniel Da HIEN, le vice-président de la CODEL, « aux législatives de 2020, ce sont six alliances et 30 regroupements d'indépendants qui ont pris part aux élections. Au final, aucun élu indépendant. Pourtant, ça devrait être la meilleure forme pour les candidats ... Une révision du format s'impose donc pour l'adapter aux exigences du moment et corriger les incompatibilités dans sa mise en œuvre ».

Après les audiences avec le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) et l'Office National d'Identification (ONI), la CODEL compte poursuivre ces plaidoyers pour leur prise en compte pendant cette période de transition afin d'avoir une base solide.

Des interventions des conférenciers, il ressort que c'est à travers le projet « Veille et monitoring citoyen pour une bonne gouvernance électorale au Burkina Faso » financé par le NDI, que la CODEL a organisé des activités de capitalisation des recommandations issues des élections de 2015, 2016 et 2022 au Burkina Faso. De cette capitalisation, six recommandations seront retenues pour faire l'objet de plaidoyer en vue de leur prise en compte dans les réformes électorales programmées. Ce sont entre autres :

- Le suffrage universel direct : la CODEL ayant fait cas des conflits enregistrés lors des élections municipales en 2016, a proposé que « le système actuel d'élection des exécutifs communaux au suffrage indirect ayant été éprouvé et montré ses limites, il paraît opportun d'expérimenter un nouveau mode de désignation », a lancé DA Hien Daniel, vice-président de la CODEL.

- La CNIB ou passeport comme document unique de votation : L'avantage de la CNIB comme do-

cument de votation pourrait se fonder sur la réduction du coût des opérations de vote. La CNIB est le document utilisé pour l'inscription sur les listes ce qui témoigne de sa fiabilité et sa sécurité. L'utilisation pourrait contribuer à réduire la corruption électorale ».

- Le Quota genre : Selon Adjara-tou TALL membre du groupe de réflexion sur les réformes électorales, «les jeunes et les femmes doivent participer au développement de leur pays, a rappelé la CODEL. Il est attendu pour les échéances de 2024 au Burkina Faso, une liste dédiée pour les jeunes, les femmes et les personnes en situation d'handicap dans les postes nominatifs».

- La situation fiscale des candidats : La CODEL plaide pour l'instauration d'un « quitus fiscal » dans le code électoral pour les candidats désirant participer à une élection. « Etant entendu que les candidats à des postes électifs aspirent à gérer les deniers publics, il serait intéressant qu'ils soient lavés de tout soupçon de fraude fiscale », recommande Bassirou

Digne d'intérêt

Ils ont dit

Coup d'État du 30 septembre 2022 : « Les FDS ont l'obligation de s'entendre sur l'essentiel », déclare **le Faso autrement**

Burkina : « IB peut et doit avoir l'audace, l'imagination et l'intégrité de Sankara » (**ambassadeur Bassirou Sanogo**)

« Le président de la transition n'a jamais évoqué le terme de tentative de coup d'Etat. Le président, dans son face-à-face avec les OSC, a parlé de vellétés de déstabilisation. Les termes ont leur sens. Il existe des vellétés de déstabilisation et il y a tentative de coup d'Etat, ce n'est pas la même chose. Ce que le président a dit, c'est qu'on est conscient que les vellétés existent, elles sont connues, elles sont suivies, la situation est sous contrôle. Le président a parlé d'un état d'esprit de la transition aujourd'hui. L'heure n'est pas aux purges, l'heure n'est pas à la chasse aux sorcières. La transition n'est pas dans une dynamique de purge. Elle est consciente que les événements du 30 septembre 2022 (coup d'État qui a fait partir le lieutenant-colonel Damiba : NDLR) ne plaisent pas à tout le monde », a restitué **le porte-parole du gouvernement, Jean Emmanuel Ouédraogo**

« On espère un véritable changement. Parce que les coups d'État par ci par là, retardent le développement du pays. Nous espérons donc que le nouveau président va faire mieux que l'ancien », a souhaité **mademoiselle Sankara**

Coup d'Etat du 30 septembre : « Il faut que l'on mette en place un gouvernement de guerre », exhorte **Massourou Guiro du MPRSCA**

Formation du gouvernement : « C'est un gouvernement de combat qui a été formé. Ce n'est pas un gouvernement de dîner gala. Et le président vient d'insister sur ce point encore ce matin » a déclaré **Me Apollinaire Kyelem de Tambela**

« Cette transition sous le leadership du capitaine Ibrahim Traoré est une transition de rupture à tout point de vue », selon **Joseph André Ouédraogo ministre en charge de l'éducation nationale**

Barkhane, « un tigre sur papier », selon **le comité spontané de soutien à la Transition**

« Ce que le président a dit, c'est qu'on est conscient que les vellétés, elles existent. Les vellétés, elles sont connues. Elles sont suivies. La situation est sous contrôle », a déclaré **le ministre de la communication en marge d'une rencontre entre les acteurs de la presse**

« J'ai jugé utile de renoncer à ma fonction pour donner au gouvernement, toutes les chances de travailler dans un climat serein et apaisé. Je voudrais souhaiter plein succès au futur ministre en charge du commerce et le rassurer de notre accompagnement pour l'atteinte des résultats escomptés », a annoncé mardi soir le désormais **ex ministre Donatien Nagalo**

Sécurité au Burkina : « Le meilleur soutien au régime, c'est d'aller au front », lance **le Premier ministre Me Kyelem**

Décès du Dr Luc Marius Ibriga : « Monsieur anti-corruption » conduit à sa dernière demeure.

Tél.: (226) 25 37 54 53 - Site web: www.codel.bf

E-mail: codel@codel.bf - codelburkina@gmail.com